

Article

Les effets de l'aide sur l'amélioration des conditions de vie des communautés locales : entre pertinence et participation au projet PAMOJA en commune rurale de Lubero

Kahambu Sifa Vihamba^{1,*} et Kambale Mukolerya Fiston¹

¹ Domaine de Sciences Agronomiques et Environnement, Université de l'Assomption au Congo, Butembo
B.P. 104, République Démocratique du Congo

* Correspondant : vihambasifa@gmail.com

Citation : VIHAMBA, K.S. et MUKOLERYA, K.F, Les effets de l'aide sur l'amélioration des conditions de vie des communautés locales : entre pertinence et participation au projet PAMOJA en commune rurale de Lubero. *Etincelle*. 2026, Vol. 26, no. 1.

<https://doi.org/10.61532/rime261113>

Reçu : 25/06/2025

Accepté : 28/12/2025

Publié : 18/02/2026

Note de l'éditeur : Ishango-uac reste neutre en ce qui concerne les revendications juridictionnelles relatives aux données, images, figures ou cartes publiées et les affiliations institutionnelles des auteurs.



Copyright : © 2026 par les auteurs. Soumis pour une publication en libre accès selon les termes et conditions de la licence Creative Commons Attribution (CC BY) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>).

Abstract : Les projets de développement, leviers non gouvernementaux essentiels, visent l'amélioration des conditions de vie des communautés par la synergie entre efforts locaux et appuis externes. Cette étude, basée sur la méthode systémique, évalue la pertinence et la participation au projet PAMOJA, exécuté par l'ONG ZOA dans la commune rurale de Lubero. Les résultats démontrent que l'intervention a parfaitement répondu aux attentes sociales en ciblant l'insécurité alimentaire par la sensibilisation et la vulgarisation technique. L'adhésion est totale : 100 % des bénéficiaires confirment la parfaite adéquation entre les objectifs du projet et leurs besoins réels, notamment pour l'accès aux intrants, aux géniteurs et à l'encadrement technique. Par ailleurs, ce même taux de 100 % de participation active à la mise en œuvre et à la poursuite des activités atteste d'une appropriation réussie et d'une participation interactive efficace. Cette dynamique confirme l'hypothèse d'une intégration des bénéficiaires de la phase de conception à l'exécution. Toutefois, l'analyse révèle une faille concernant l'encadrement post-projet. Pour pallier ce manque et garantir la pérennité des acquis, il est recommandé à ZOA de mettre en place une évaluation post-ante systématique.

Mots clés : Conditions de vie, pertinence du projet, participation communautaire au projet, sécurité alimentaire, appropriation du projet, effets de l'aide.

1. Introduction

1.1. Problématique et hypothèses

Les besoins des hommes et de la société sont illimités et diversifiés selon les époques, les territoires et les pays. La diversité de ceux-ci pousse les hommes à s'unir et à créer des organisations de développement dans divers domaines. Savoir si les besoins biologiques d'une population sont couverts ou non, est une information capitale pour apprécier son niveau de vie (Arditi, 2011).

Dans les sociétés occidentales, les ONG remplissent un rôle social absolument fondamental en tant que courroie de transmission des valeurs de solidarité, de lutte contre les injustices et les inégalités. L'action des ONG est sans doute une composante essentielle de ce que l'on appelle la société civile et un élément important des mouvements sociaux aux côtés des mouvements syndicaux, des mouvements féministes et ceux qui luttent contre la discrimination voire la pauvreté (Perroulaz, 2004).

Nombreux pays en voie de développement n'arrivent pas à s'assurer des services collectifs efficaces et universels à leurs communautés, ni à garantir les investissements importants d'infrastructures de base pour le développement. Cette vulnérabilité traduit

les faibles revenus des populations locales, avec une conséquence de précarité en termes de biens et services susceptibles de rencontrer leurs aspirations en plein accroissement. Les interventions d'ONG sont, d'une manière générale, moins efficaces et peu coûteuses. Leur autonomie et leur souplesse permettent d'expérimenter sur le terrain une idée, une technique nouvelle, une technologie appropriable tout en essayant de résoudre un problème visuel d'une population donnée (Baril, 2007).

Dans cette perspective, il est prévisible que les connaissances du milieu sont insuffisantes, les bénéficiaires réels des projets ne sont pas ceux que l'on croit, la formation des responsables est négligée, les mécanismes de gestion sont relativement mal définis (Mugomo, 2014). Vus ces problèmes que rencontrent les ONG dans leur lutte pour le développement, la participation à l'intervention est nécessaire pour s'assurer de la satisfaction des besoins ressentis.

Dans un contexte de crise prolongée, les communautés locales affichent des niveaux de revenu très faibles, compromettant leur accès aux services de base et leur capacité à se relever durablement, malgré les interventions des ONG (UNCTAD, 2024) ; telle est l'expérience avec ZOA. Malgré les interventions de celle-ci à travers le projet PAMOJA, les communautés locales peinent à améliorer durablement leurs conditions de vie, notamment en matière de sécurité alimentaire, ce qui soulève la question de l'efficacité des mécanismes d'appropriation communautaire mis en œuvre.

Dans cette optique, ZOA avait exécuté ce projet mais l'esprit des bénéficiaires des activités de celui-ci est plein de lamentations. Ces dernières prennent leur source à partir de la stratégie adoptée par ZOA pour mettre en œuvre ses activités ; ce qui remet en cause la pertinence et la participation des bénéficiaires. Ceci étant, il sied d'apprécier la pertinence et la participation de la communauté à l'élaboration et à la mise en œuvre de ce projet. Par conséquent, le présent travail appréhende la motivation et l'engagement communautaire dans l'intervention de ZOA à KASALALA en zone de santé de Lubero. Concrètement, le présent article veut répondre aux questions suivantes : (i) Les besoins de la population cible correspondent-ils aux objectifs assignés dans le projet PAMOJA ? (ii) Quel a été le taux de participation des bénéficiaires à l'élaboration et l'exécution du projet PAMOJA ?

Face à cette problématique, les hypothèses ont été émises de la manière suivante : (i) Il est possible qu'à l'élaboration du projet PAMOJA, les besoins ressentis de la population concernée ont constitué les objectifs de celui-ci ; (ii) Il est admissible que les bénéficiaires du projet PAMOJA se sont appropriés, en au moins 60%, les actions de celui-ci et ont participé de son élaboration à son exécution.

1.2. Objectifs du travail

De manière générale, le présent article vise à analyser la pertinence et la participation des bénéficiaires au projet PAMOJA en vue de se rassurer de la satisfaction de leurs besoins et de l'engagement communautaire.

De manière spécifique, le présent travail a souhaité analyser si les besoins des bénéficiaires ont été satisfaits après l'exécution du projet (pertinence du PAMOJA) ; et apprécier l'appropriation du projet par les bénéficiaires à KASALALA, c'est-à-dire avoir une idée sur l'implication des bénéficiaires, de l'élaboration à l'exécution dudit projet (participation communautaire).

1.3. Justification du sujet

Le choix de ce sujet a été facilité par la place non négligeable que représentent les ONG de développement dans la satisfaction des besoins des communautés, ses objectifs premiers, précisément pour la réduction de la vulnérabilité.

Dans la zone de santé de Lubero, l'insécurité alimentaire prend d'assaut et la population croupit sous une paupérisation ; telle est la réalité qui explique la présence des ONG

dans cette zone mais qui sont sans merci pour la plupart. Partant de ce constat, il est important et urgent d'apprécier l'intervention de ZOA dans son projet PAMOJA visant la sécurité alimentaire. Une descente, organisée en 2023 dans la zone, a inspiré le choix de ce sujet, vue l'image remarquée dans le milieu, essentiellement agricole.

1.4. Démarche méthodologique

Pour conduire cette étude, la méthode systémique, en considérant un système comme un ensemble d'objets et relations entre ces objets et leurs attributs (Ludwing Von, 1968), a été centrée sur une analyse explicative. Un système est ainsi un ensemble d'éléments interconnectés et organisés en vue d'atteindre un objectif commun. Le projet PAMOJA est considéré comme un système, car il fonctionne comme un ensemble organisé d'éléments interdépendants qui poursuivent un objectif commun : le développement communautaire durable. Il regroupe différents acteurs (bailleurs, gestionnaires, autorités sanitaires et politiques, population locale, leaders locaux) qui interagissent de manière coordonnée.

Les sous-systèmes du projet PAMOJA sont : le sous-système de gestion (coordination, planification, suivi-évaluation) ; le sous-système technique (interventions sanitaires, infrastructures : Poste de Santé KASALALA) ; le sous-système communautaire (implication des bénéficiaires, structures locales ou leaders locaux : mutualités de KASALALA) et le sous-système de financement (mobilisation et gestion des ressources : ses bailleurs de fond).

La complémentarité entre ces acteurs, leurs interactions, l'interdépendance constituent un élément déterminant du processus de développement communautaire dans l'aire de santé KASALALA. Afin de mieux saisir cette dynamique, la technique documentaire, l'échantillonnage, l'enquête et l'évaluation du projet ont servi pour l'atteinte des objectifs assignés ; et les approches comparative et statistique s'avèrent d'une grande portée, notamment pour en assurer une évaluation intégrée à la logique SMART (Consortium, 2016).

Pour l'approche comparative, le postulat théorique a facilité la comparaison entre les bénéficiaires et les non-bénéficiaires, la situation avant et celle d'après ; il a fallu aussi comparer les données présentées par le projet et celles des bénéficiaires. Concernant l'approche statistique, le postulat théorique a permis de faire l'analyse quantitative des données ayant permis de dégager des tendances objectives et de généraliser des résultats sur la population à partir de l'échantillon ; il a été également important de traiter les données pour en établir des fréquences, des pourcentages et des corrélations entre le niveau de revenu, le niveau d'appropriation du projet et le type de soutien.

L'effectif des bénéficiaires couvrant l'aire de santé KASALALA étant de trois cents vingt-sept (327) regroupés de la manière suivante :

Tableau 1. Répartition des bénéficiaires du projet PAMOJA selon les caractéristiques de vulnérabilité

N°	Caractéristiques	Nombre
1	Ménages des déplacés en 2011	18
2	Ménages dirigés par les femmes	137
3	Ménages sans champs à cultiver	5
4	Maisons délabrées	85
5	Ménages avec enfants non scolarisés	42
6	Ménages vivant au jour le jour de la prestation de la main d'œuvre agricole	3
7	Ménages avec chefs vivant avec handicap	2
8	Ménages avec malades mentaux	32
Total		327

Source : Archives de l'ONG ZOA consultées en 2024

Vue la diversité des ménages dans l'aire de santé de Kasalala, l'échantillonnage présentatif stratifié (Sharon, 2019) s'est imposé comme une technique efficace de sélection des enquêtés. Cette technique consiste à diviser la population totale (327 ménages) en sous-groupe homogènes selon des caractéristiques spécifiques. Ces paramètres d'analyse sont la colline de résidence et le fait de faire partie des bénéficiaires du projet PAMOJA.

Étant donné que la population ciblée dans cette étude est largement dispersée géographiquement, et compte tenu des contraintes sécuritaires et logistiques liées à l'accès aux ménages, il serait difficile voire impossible d'interroger l'ensemble de la population. C'est pourquoi, conformément à la logique statistique (Valleron, 2001) nous avons opté pour un échantillonnage présentatif. La formule utilisée tient compte de la taille totale de la population (327 ménages selon les données de ZOA, 2024) afin de déterminer un échantillon fiable pour l'analyse. Cette approche permet de tirer des conclusions valides tout en réduisant les coûts et le temps de collecte des données.

$$N_1 = \frac{n_1(N - n_1)}{(N - 1)}$$

$$n_1 = \frac{(1,96)^2(0,5 \times 0,5)}{(0,09)^2} = 119$$

D'où,

$$n_1 = \frac{119(327 - 119)}{(327 - 1)} = \frac{24752}{326} = 75 \text{ personnes}$$

avec N_1 Échantillon, n_1 la valeur obtenue avec marge d'erreur de 9 %, et N Population totale.

Ce sont les 75 enquêtés qui ont été répartis dans l'aire de santé de Kasalala suivant la colline de résidence, vu l'éparpillement des bénéficiaires sur l'étendue de cette aire de santé. Cette aire de santé représente 3 sites du projet PAMOJA : Vukeme ayant accueilli 45 enquêtés soit 60 % des bénéficiaires, Kamalera avec 17 enquêtés soit 23 % et Vwambanze avec 17 enquêtés soit 17 % des bénéficiaires total du projet PAMOJA. Deux techniques ont suffi pour collecter les données : l'analyse documentaire et l'enquête.

2. Cadre théorique de l'étude

2.1. Aperçu sur le projet

Le projet est défini comme étant un ensemble d'activités visant à atteindre dans des délais fixés et avec un budget donné, des objectifs clairement définis. Habituellement, l'on parle du projet de développement, car un projet vise l'amélioration des conditions de vie des populations. Le projet consiste à anticiper l'avenir. Faire des projets, c'est projeter dans le futur et accepter la part d'incertitude qui en découle. Dans le vocabulaire courant, le projet désigne un ensemble d'actions à comprendre afin d'atteindre un objectif (Labrousse, 2021).

Le projet de développement est, donc, un ensemble cohérent et organisé d'activités menées collectivement, limitées dans le temps et l'espace qui nécessitent des moyens humains, financiers, matériels pour améliorer la situation d'un groupe de personnes données, tel que détaillée par la figure ci-après.

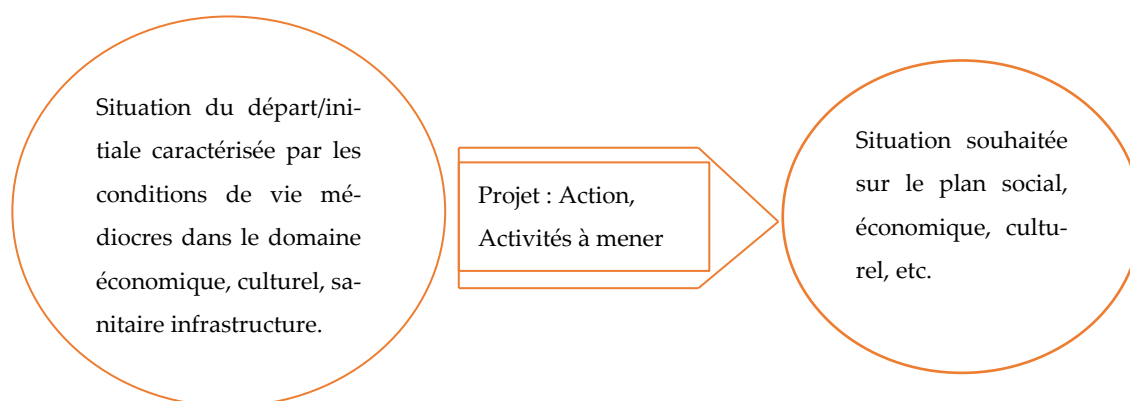


Figure 1. Projet de développement

2.1.1. Caractéristiques du projet

Le projet de développement a plusieurs caractéristiques en lien avec la réalité du projet PAMOJA à Lubero, se basant sur la pertinence et la participation communautaire. Les caractéristiques dont il est question ici sont reprises ci-dessous (Malebranche, 1674 réimprimé en 2012) : (i) **Les projets ont un objectif** : les projets ont des buts et objectifs clairement définis, et exposés pour produire des résultats clairement définis. Leur but est de résoudre un « problème », ce qui implique une analyse préalable des besoins. Suggérant une ou plusieurs solutions, ils visent un changement social durable. (ii) **Les projets sont réalistes** : leurs objectifs doivent être réalisables, ce qui implique la prise en compte non seulement des exigences, mais aussi des ressources financières et humaines disponibles. (iii) **Les projets sont limités dans le temps et dans l'espace** : ils possèdent un début et une fin et se déroulent dans un lieu et un contexte spécifique. (iv) **Les projets sont collectifs** : les projets sont le produit d'une entreprise collective. Ils sont conduits par une équipe, ils impliquent divers partenaires et répondent aux besoins d'un public cible.

2.1.2. Les phases du cycle de gestion de projet

Suivant l'expérience, les exigences des structures organisationnelles et les partenaires variés, les phases des projets n'ont toujours pas été identiques partout. Si dans certains ouvrages (Abdourahmane, 2012), ces phases sont construites autour de quatre étapes, dans d'autres pays par contre, elles sont évaluées en six, tel qu'on peut s'en rendre compte à travers le schéma suivant :

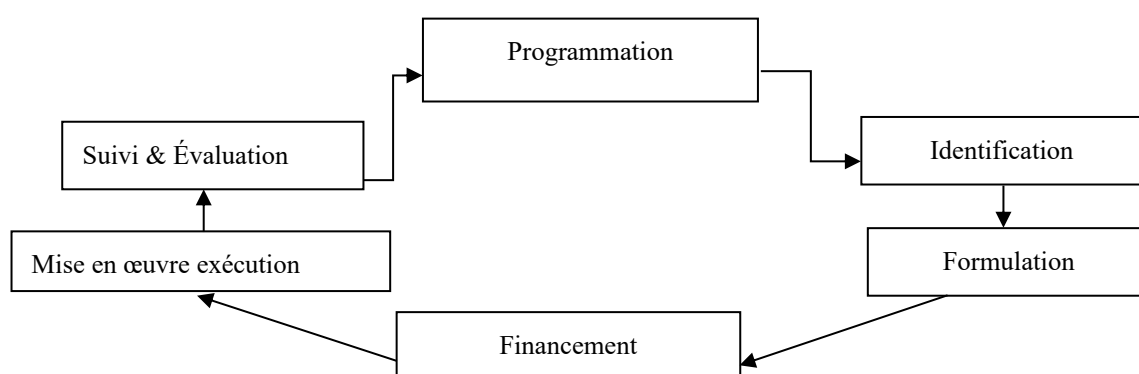


Figure 2. Cycle de projet de développement

Le projet de développement a six étapes : la programmation, la conception, l'élaboration, la demande de financement, la mise en œuvre et l'évaluation. Dans le cadre du projet PAMOJA, trois étapes ont été évaluées telles que la programmation, la conception et la mise en œuvre, car il s'agit de la pertinence et de la participation des bénéficiaires.

2.2. La pertinence d'un projet

C'est le caractère d'un projet répondant à la réalité d'une communauté donnée. La pertinence examine les intentions du projet et non les résultats. L'objectif spécifique est le but ultime que doit réaliser le projet. L'objectif global est un but supérieur, habituellement au niveau de la politique auquel le projet contribuera, au même titre que d'autres projets (AFD, 2024).

La pertinence répond à la question : dans quelle mesure l'objectif spécifique et l'objectif global d'intervention répondent-ils aux besoins et aux priorités des différentes parties prenantes.

La pertinence étant un des caractères d'un projet répondant aux attentes de tout ou partie des acteurs concernés, le projet PAMOJA a constitué une réponse aux besoins de la population de son rayon d'action, vue la crise politique ayant entraîné les paysans dans une lourde difficulté de nourrir les réfugiés des différents villages environnants la zone de santé de Lubero.

2.3. La participation de la communauté au projet

La participation est l'action de faire part aux activités de la communauté. Cette participation est faite sur une initiative de la communauté ou sur celle qui est exogène.

La participation peut être : *Passive*, les membres de la communauté reçoivent des informations, mais sans réelle interaction ou prise de décision ; *Par conclusion*, les membres sont consultés sur leurs opinions, mais les décisions sont prises par les acteurs externes ; *Fonctionnelle*, les membres participent à certaines étapes du projet (ex. mise en œuvre), mais dans un cadre défini par les promoteurs du projet ; *Interactive*, la communauté collabore activement à toutes les étapes (analyse, planification, mise en œuvre, évaluation), avec un vrai pouvoir de décision ; *L'Automobilisation* (participation autonome), la communauté prend elle-même l'initiative d'agir, organiser, proposer et gérer des actions ou projets sans dépendre d'acteurs externes.

On voit dans quelle mesure les bénéficiaires du projet participent à son élaboration et s'ils sont impliqués de façon à ce que ces derniers obtiennent leur appui et soit durable une fois terminé. Cela se fait suivant deux approches, l'une est déterministe alors que l'autre est interactionniste (Assogba, 1998). La première consiste à considérer que la participation est orientée vers les autorités ou l'organisation et que la communauté est vue comme réceptrice des décisions prises de l'extérieur. Ici, l'ONG décide d'un projet et invite les habitants à participer à son exécution sans consultation réelle. La seconde approche met l'accent sur la relation entre les acteurs (communauté, autorités, partenaires) et favorise le dialogue, l'écoute et la co-construction. Ici, la communauté joue un rôle actif dans la prise de décision et l'action, en identifiant les problèmes, en proposant des solutions, en participant à la mise en œuvre et en suivant les résultats. Le projet PAMOJA avec ZOA a combiné les deux approches, dans son cycle.

3. Aire de santé Kasalala et le projet PAMOJA

3.1. De l'aire de santé KASALALA

L'aire de santé KASALALA est une œuvre apostolique de l'Eglise adventiste du 7^{ème} jour, ayant débuté ses activités sanitaires en 1962 et a eu comme première appellation « dispensaire adventiste de Lubero ». Elle est située en République Démocratique du Congo, dans la province du Nord-Kivu, en territoire de Lubero, commune rurale de Lubero, Cellule Vukeme, A.V Lumumba n°1.

Elle est une institution paraétatique, c'est-à-dire gérée par l'État et l'Eglise (Adventiste du 7^{ème} jour). Elle a comme rayon d'actions : Kasalala, Mugheni, Vwambanze, Ihango, Kalimbute, Kamalera, Vukano, Kasaino, Kagheri, Kinyavuyiri, Kyahali, Brurera, Ngima, Kamalera, Kavingu, vukeme, Kihemba, Kabenge, Ruhenda, Avenue Muyata, Av. Butembo, Av. Rutchuru, Av. de l'indépendance et Av. Goma. Pour ce travail, il a été question de

mettre l'accent sur les villages vwambanze, kamalera et vukeme considérés dans le projet constituant l'objet de ce travail.

3.2. Du projet PAMOJA : contexte et approche d'intervention

De 2011 à 2015, ZOA intervient en territoire de Lubero dans le projet PAMOJA particulièrement dans la zone de santé de Lubero, se situant dans le district sanitaire de Butembo au grand Nord.

Cette zone de santé a connu, de l'Est à l'Ouest, le problème d'insécurité et de ce fait les populations se sont déplacées surtout de l'Ouest vers Lubero et de l'Est vers Kipese durant les 5 dernières années. La conséquence de ces déplacements de la population est que les familles d'accueil se sont retrouvées avec plusieurs bouches à nourrir alors que la population s'est déplacée sans moyens matériels et financiers ; ce qui a précipité les déplacés et les familles d'accueil dans un état de vulnérabilité avec des faibles revenus issus de l'agriculture et de l'élevage.

Les raisons majeures de la vulnérabilité de la population sont l'insuffisance des matériels aratoires dans les villages d'intervention de l'aire de santé KASALALA ; l'insuffisance de semences de pomme de terre, choux, blé ; la faible connaissance des techniques agricoles ; les maladies de la pomme de terre, des choux ; le faible accès aux produits phytosanitaires et vétérinaires ; et les faibles accès au marché.

Ces raisons ont conduit aux axes stratégiques suivants : Renforcement des capacités des bénéficiaires sur les techniques culturales et zootechniques en plus d'un appui en équipement approprié, en intrants et en géniteurs pour l'élevage, et Structuration organisationnelle des producteurs en fonction des filières et tenue des rencontres de planification

4. Résultats et discussions

Les informations issues de cette étude présentent un aperçu sur la pertinence du projet et son appropriation par les bénéficiaires. Elles sont regroupées suivant plusieurs variables.

4.1. De la connaissance et de la pertinence du projet PAMOJA

Sur le plan descriptif du PAMOJA, le tableau suivant présente les éléments de connaissance par les enquêtés bénéficiaires :

Tableau 2. Répartition de l'échantillon selon la connaissance des éléments du projet

Éléments du projet	Effectif obtenu	Pourcentage obtenu
Objectifs	60/75	80
Rayon d'action d'intervention	73/75	97,3
Domaine d'intervention	75/75	100
Bailleur	70/75	93,3
Exécutant	70/75	93,3
Budget	2/75	7

Source: Enquête

Par la lecture du tableau ci-haut, 80% des enquêtés ont affirmé avoir connu les objectifs du projet PAMOJA avant la sensibilisation. Ils ont relaté qu'ils avaient les problèmes agropastoraux, qui handicapaient leur agriculture et leur élevage. Cette information a trait avec la pertinence dont il est question ici. La connaissance avec succès des éléments de PAMOJA est expliquée par un meilleur encadrement des bénéficiaires de PAMOJA, lors des consultations d'avant-projet. Les enquêtés ont affirmé avoir été consulté lors des phases du projet. Les bénéficiaires de ce projet sont conscients de cet effort et continuent eux-mêmes à résoudre ce même problème en mettant en œuvre les différentes méthodes culturales et des pâturages apprises 5 ans après. Le fait de diffuser les effets lointains du

projet, ces derniers prouvent qu'ils s'approprient le projet à dater de son exécution jusqu'aujourd'hui.

Après plusieurs séances d'animation, d'information et des formations, cette population s'est rendu compte de ses propres besoins et cela a constitué l'ossature du projet PAMOJA. Il a visé à renforcer la résilience des communautés affectées par les conflits et les déplacements, en améliorant l'accès aux services de base et en encourageant la participation communautaire. Les 100% des bénéficiaires ont affirmé cela, lors de l'enquête.

4.2. De la nature du projet et de la situation actuelle

La nature du projet PAMOJA a été rotative. L'enquête a révélé que les bénéficiaires ont reçu des avantages dans la section d'agriculture et dans la section d'élevage dans lesquelles ils sont actifs jusqu'à présent sous le système « crédit rotatif ». Ceci peut être expliqué par le fait qu'après le départ des exécutants du projet, les bénéficiaires avaient pris le projet comme étant un don et non un crédit, une chose qui n'a pas attaché au prix l'observance des différents systèmes du projet, à l'occurrence du système de crédit rotatif.

Le tableau suivant présente l'organisation du projet par section :

Tableau 3. Répartition des bénéficiaires selon les sections de PAMOJA

Volet	Produits	Effectif
Élevage	Lapins	4
	Cobayes	6
	Chèvres	8
	Porc	7
	Sous/Total	25
Agriculture	Maïs	12
	Haricot	30
	Pomme de terre	8
	Sous/Total	50
Total Générale		75

Source : Enquête

Selon les résultats trouvés, 25 soit 33,3% des enquêtés ont bénéficié de l'élevage (4 pour le lapin, 6 pour les cobayes, 8 pour les chèvres et 7 pour les porcs), alors que 50 soit 66,67% en ont bénéficié pour l'agriculture (12 pour la culture du maïs, 30 pour le haricot et 8 pour la pomme de terre).

Pour la section d'élevage, les lapins, les cobayes, les chèvres et les porcs sont passés et passent encore par le système rotatif envisagé par le projet PAMOJA à Kasalala. Tous continuent à appliquer les techniques apprises dans le projet PAMOJA à titre d'appui technique et on peut répertorier, à titre de matériel, 10 cages, 6 étables, 5 porcheries et 17 autres matériels : mangeoires, boîte à nid, mis en place dans l'aire de santé Kasalala.

Pour la section d'agriculture, les producteurs du haricot, du maïs et de la pomme de terre ont été appuyés en semences, en outils de travail et en techniques culturales. Actuellement, selon les enquêtés, les producteurs du haricot produisent 520 kg par période culturale, ceux du maïs produisent 160 kg et ceux de la pomme de terre produisent 820 kgs. Ils ont pu accumuler 62 houes, 36 arrosoirs, autres matériels (jambières, gants, etc.).

4.3. De la participation communautaire au projet PAMOJA

Dans le projet PAMOJA, l'approche participation-coopération a été privilégiée par rapport à d'autres approches. Ici, la participation interactive qui fait participer les membres aux étapes du projet (élaboration, mise en œuvre et monitoring), dans le cadre du projet PAMOJA. Elle consiste à associer la population aux activités du projet pour un

travail en concert avec les professionnels experts en charge. Cependant, cette participation varie selon les différents moments d'exécution du projet et selon les étapes de réalisation. Le tableau suivant en donne une répartition traduisant cette variation bien prononcée :

Tableau 4. De la participation des enquêtés aux étapes du projet PAMOJA

Moment du projet	Avant-projet	Pendant
Étapes du projet	Élaboration	Exécution
Effectif	67	75
%	83%	100

Source : Enquête

Ce tableau explique que les enquêtés ont participé aux étapes du projet en commençant par le monitoring réservé aux exécutants qui contrôlent la mise en œuvre de différentes étapes de l'élaboration du projet PAMOJA. Aussi, tous les enquêtés, soit 100%, ont pris part à l'exécution des activités du projet, ce qui montre qu'ils se le sont approprié en trouvant un intérêt particulier de faire face aux défis expliquant la vulnérabilité.

Grace à l'efficacité de la participation, les résultats relèvent que les bénéficiaires enquêtés du projet PAMOJA couvrent les frais scolaires de leurs enfants, grâce aux actions de ce projet PAMOJA ; les enquêtés insistent sur la réduction de la mal nutrition au sein de leur famille, certains couvrent leurs besoins alimentaires en grande partie, les soins médicaux, de la production de l'engrais, la couverture du transport, l'achat de la parcelle ou du champ grâce à leur production végétale et animale ; d'où l'élévation du revenu. Ces réalisations sont constatées à partir de l'exécution du projet jusqu'au moment de l'enquête.

De par ces réalisations, la plus importante invoquée par les enquêtés est la production d'engrais jouant directement sur le rendement de différentes espèces cultivées dans le milieu. Il est constaté que le projet PAMOJA était important pour les bénéficiaires, car la majorité des enquêtés ont fait savoir que leurs conditions de vie sociales, d'après l'exécution du projet, sont meilleures comparativement à celles d'avant-projet.

4.4. Discussion des résultats

Au regard des résultats issus de l'enquête, les bénéficiaires ont souligné que leurs besoins sont satisfaits, à savoir : le paiement des frais scolaires, l'alimentation (besoins alimentaires et réduction de la malnutrition), les soins médicaux, le revenu élevé, la production d'engrais, l'achat des moyens de transport voire parcelle.

Selon les 100% des enquêtés, le projet PAMOJA a été expliqué aux bénéficiaires, via la vulgarisation et la sensibilisation dans le but de faire face à l'insécurité alimentaire. Ces résultats rejoignent l'hypothèse selon laquelle les bénéficiaires ont exprimé le besoin d'être accompagnés pour résoudre leur problème d'insécurité alimentaire, en accédant facilement aux intrants agricoles et à l'accompagnement technique, mais aussi en recevant les géniteurs et en suivant les techniques d'élevage. Cela est prouvé par l'effectif de tous les enquêtés bénéficiaires ayant répondu favorablement à la question de savoir les besoins réels manifestes en confrontation avec les objectifs du projet.

Dans cette optique, Kavira (2011) s'est préoccupée si les actions de l'ONG SOLIDARITES internationales tiennent compte des besoins réels de la population de Muhangi, sa zone d'intervention. Au terme de ces investigations, elle constate que l'insécurité alimentaire et l'aménagement de la route des dessertes agricoles Muhangi-Butembo constituent de besoins réels de la population ; et que, par la distribution momentanée des denrées alimentaires, l'ONG SOLIDARITES n'arrive pas à répondre efficacement aux besoins réels de la population de Muhangi.

Les enquêtés du présent travail ont souligné qu'ils continuent à exercer proprement leurs activités sans difficulté, signe de l'efficacité de la participation interactive : 83% ont été consultés à l'élaboration et 100% ont participé à l'exécution. Ces informations ont confirmé la première hypothèse selon laquelle les bénéficiaires du projet PAMOJA se sont

approprié les actions de celui-ci et ont participé, en plus ou moins 60% de son élaboration à son exécution.

En sus, Malikidogo (2014), a remarqué dans son étude sur l'appréciation du projet PROMELVE en ville de Butembo que les bénéficiaires ont participé au projet via une sensibilisation complée de l'animation, et la formation alors que le suivi des activités dudit projet est capital pour rendre les actions du projet efficaces ; les réunions et l'accès au crédit rotatif du lapin, dans le cadre de l'élevage.

5. Conclusion et recommandations

À l'issu de l'analyse, il a été observé que le projet PAMOJA a rejoint l'attente de la communauté, car il a été expliqué aux bénéficiaires, via la vulgarisation et la sensibilisation dans le but de faire face à l'insécurité alimentaire. Les résultats escomptés ont été prouvés pour le fait que les bénéficiaires ont affirmé être sollicités par le projet, dans presque toutes les étapes. Cela a été visible à travers l'effectif de tous les enquêtés bénéficiaires ayant répondu favorablement à la question de savoir si les besoins réels manifestes ont été en conformité avec les objectifs du projet.

Aussi, les enquêtés ont souligné qu'ils continuent à réaliser leurs activités, signe de l'efficacité de la participation interactive. Pour la section d'élevage, les lapins, les cobayes, les chèvres et les porcs sont passés et passent encore par le système rotatif envisagé par le projet PAMOJA à Kasalala.

Pour la section d'agriculture, les producteurs du haricot, du maïs et de la pomme de terre ont été appuyés en semences, en outils de travail et en techniques culturales. Actuellement, selon les enquêtés, les producteurs du haricot produisent 520 kg par période culturale, ceux du maïs produisent 160 kg et ceux de la pomme de terre produisent 820kgs. Toutefois, les difficultés d'encadrement persistent dans ce milieu, en cas de lacunes nécessitant les orientations, comme ZOA n'y est plus actif dans ce même projet.

Enfin, il est opportun de ceindre cette flânerie en rappelant à tout le monde que nous ne prétendons pas épuiser les contours théoriques et pratiques autour du présent thème. Nous encourageons les antérieures recherches à nous emboîter le pas pour tenter de parachever certaines lacunes qu'englobe ce présent travail et à ZOA de procéder aux évaluations post-antes.

Contributions : Conceptualisation, S.K.V. & K.M.F. ; méthodologie, S.K.V. ; validation, S.K.V. & K.M.F. ; investigation, S.K.V. & K.M.F. ; ressources, S.K.V. & K.M.F. ; traitement des données, S.K.V. & K.M.F. ; écrire le manuscrit, S.K.V. & K.M.F. ; visualisation, S.K.V. & K.M.F. ; supervision, S.K.V. & K.M.F. ; correction du manuscrit, S.K.V. & K.M.F. Les auteurs ont lu et approuvé la version publiée de ce manuscrit.

Sponsor financier : Cette recherche n'a reçu aucun soutien financier.

Disponibilité des données : Les données ne sont pas disponibles.

Remerciement : Non applicable.

Conflits d'intérêt : Les auteurs déclarent aucun conflit d'intérêt.

Références

1. Abdourahmane, H. (2012). *Élaboration d'un guide pratique de gestion des projets pour les ONG Africaines*. Sd. Fondation Universitaire Mercure.
2. AFD. (2024). *Rapport annuel sur les résultats des projets*. Paris: AFD.
3. Ardit, C. (2011). *La lutte contre l'insécurité alimentaire au mali. Réalités et faux semblants*. . Paris. Karthala. <https://doi.org/10.3917/rfsp.642.0312zi>
4. Arman, R. (2011). *Gestion des projets de développement*. Paris. PUF.
5. Ardit, C. (2011). *La lutte contre l'insécurité alimentaire au mali. Réalités et faux semblants*. . Paris. Karthala. <https://doi.org/10.3917/rfsp.642.0312zi>

6. Assogba, Y. (1998). Le paradigme interactionniste et le processus communautaire : l'exemple des ONG en Afrique. *Revue canadienne d'études du développement*, (Vol.9). <https://doi.org/10.1080/10001074412/utm.9670221>
7. Baril, H. (2007). *Guide pratique de montage des projets*. Belgique. Entreprise Féernal . <https://doi.org/10.1515/9782760533035-013>
8. Labrousche, G. (2021). *La gestion des projets innovants*. France: Ellipses. <https://doi.org/10.3917/rfsp.493.479>
9. Malebranche, N. & H.-Tippenhauer. (1674 réimprimé en 2012). *De la recherche de la vérité*. Paris. Vrin. [https://doi.org/10.1016/S0929-693X\(00\)80038-X](https://doi.org/10.1016/S0929-693X(00)80038-X)
10. Marc, A. (2013). *Les ONG et la mesure du développement : entre performance et communication*. *Revue Tiers Monde* n°123. <https://doi.org/10.3917/rtm.213.0071>
11. Mugomo, B. & al. (2014). *Développement et population locale*. LILLE: ENDG.
12. Perroulaz (2004). *Le rôle des ONG dans la politique de développement : forces et limites, légitimité et contrôle*. Suisse. CODEL. <https://doi.org/10.4000/aspd.446>
13. UNCTAD (2024). *Rapport 2024 sur le développement économique en Afrique*. New York. Banque mondiale.
14. Valleron, A.-J. (2001). *Probabilités et statistiques*. Paris: Masson. <https://doi.org/10.2307/j.ctv1f2s298>